

L'intersyndicale FO-CGT alerte sur le sort de Pyram à Vic-sur-Cère

Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) est enclenché sur l'entreprise. Vingt postes sont officiellement menacés, mais les syndicats craignent pour les 152 salariés.

"Prosphères⁽¹⁾ nous méprise, nous provoque. Ils ne répondent pas à nos questions. Partout où ils sont passés, il y a très peu d'éloges à leur sujet. Le PSE ne servira à rien : comment voulez-vous améliorer la qualité avec 20 postes en moins ? Il faut qu'on m'explique."

Frédéric Dagiral est délégué FO du personnel chez Pyram. Comme son camarade CGT Philippe Loudéac, ils ne comprennent pas la stratégie de l'entreprise (lire aussi ci-contre). D'ailleurs pour eux c'est simple : il n'y en a pas !

"Ce sont des licenciés professionnels"

"On tient à manifester toute l'inquiétude que l'on a pour Pyram. Il faut qu'on soit clairs : au-delà d'un PSE de 20 suppressions de postes, c'est l'avenir de tous les postes et de tous les salariés de Pyram. Aujourd'hui, il n'y a aucun projet industriel. C'est tout de même inquiétant pour une entreprise qui fait de l'industrie."

Frédéric Dagiral insiste aussi sur la hiérarchie : "Prospères ? Ils sont censés nous donner la leçon sur le dialogue social, mais quand on est méprisant, voire odieux avec les salariés et ses représentants, il ne faut pas s'étonner des débrayages."

Pour savoir à qui ils avaient à faire, les syndicats ont même fait des recherches. "Ce sont des licenciés professionnels, connus pour les centaines de suppressions d'emplois à leur actif dans toutes les entreprises où ils sont intervenus", et de citer "Petitjean, Cinram, Caddie, Parizot, Jet Tours, Chapitre, Primavera, la Librairie des Volcans..." Que ce soit FO ou la CGT, les syndicats ont toujours communiqué avec mesure jusqu'ici. Pas question d'affoler le monde, "mais il arrive un moment où on ne peut plus ne pas dire les choses. Il faut maintenant que ça se sache. Même à Vic, les habitants ne sont quasiment pas au courant, alors qu'ils sont à 300 mètres de l'usine."

Le pire dans tout cela, c'est que des "rapports d'expertises indépendantes disent que le PSE ne servira à rien. Les suppressions sont prévues pour les mois qui arrivent. On a encore aujourd'hui des intérimaires qui font des heures supplémentaires. Ce qu'on nous dit, c'est que l'objectif de 2017 est de faire une année qui ressemble à 2015, en charges, en production. Quand on enlève les heures sup, les intérimaires, les suppressions de postes, cela fait 50 000 heures en moins, cela représente 31 équivalents temps plein".

Améliorer la qualité, améliorer les délais, comment est-ce possible avec des effectifs en moins, dont une partie du service qualité, "ce qui voudra dire du travail en plus pour les autres, environ 25 % d'augmentation de



Frédéric Dagiral et Philippe Loudéac, délégués FO et CGT chez Pyram.

surcharge de travail". Lancé en juillet, le PSE va se faire "en deux parties. Ils vont commencer par l'administration, la tête de l'entreprise avec les commerciaux, le bureau d'enregistrement des commandes, la relation client ainsi que le standard. Cela veut dire que nos clients tomberont directement sur une boîte vocale", précise Philippe Loudéac.

"Droit dans le mur", selon les rapports d'experts

Et de poursuivre : "En faisant ça, en s'attaquant à la tête, en supprimant trois commerciaux sur neuf, en supprimant deux personnes sur douze au service enregistrement des ventes... on aura moins de commandes car les clients vont se lasser. Donc cela va toucher les ateliers. Ils étaient partis sur neuf licenciements, mais là, ils nous en font miroiter seulement quatre. Mais si il y a moins de commandes, ils vont revenir à neuf ou dix." Ce qui chagrine aussi les syndicats, "c'est que Prospères ne s'appuie que sur du prévisionnel. Ils pensent que cela va se passer comme ça. Dans le cadre des négociations, on a souligné le manque de mesures pour limiter ce nombre de licenciements. On était demandeur de compétences industrielles (NDLR : un directeur industriel), mais on ne les donne pas. C'est aux salariés de trouver toutes les solutions." À part une "directrice de site", pas de poste de direction chez Pyram, "mais elle dirige des managers qui ne managent plus. C'est comme cela dans une entreprise libérée. C'est un concept où chacun est responsable, autonome dans ses tâches. Mais la réalité, c'est que l'on fait ce que eux (Prospères) veulent".

"Tous les experts indépendants ont rendu des rapports pour dire qu'ils allaient dans le mur. Mais non, on n'en veut pas de rapports. Ils ont réussi à vendre ça aux représentants de l'État qui expliquent grosso modo que ce projet est recevable, cohérent", pestent les UD FO et CGT.

"Ils veulent se séparer des clients qui leur coûtent le plus cher. On continue de perdre 5 000 € par jour, mais c'est normal paraît-il.

Mais on se fout de la gueule du monde ! En plus, c'est un plan d'éradication des représentants syndicaux FO, le délégué syndical, les délégués du personnel... comme par hasard. Alors maintenant, ça suffit. J'espère que la Direccte aura un œil là-dessus", dénonce Jean-Vincent Boudou (FO).

Et d'enchaîner : "Prospères, ils ne sont pas là pour avoir un projet industriel, pour créer de l'emploi... ils vendent ce qu'ils veulent aux représentants des collectivités, de l'État. Pour l'instant, ça a l'air de marcher. Nous, on est là pour la défense des intérêts des salariés. On nous laisse entendre qu'il ne faut pas faire de bruit, de vagues ! Mais 150 mecs vont se retrouver à la lourde d'ici un moment. Visiblement, tout le monde s'en fout dans ce département, pourvu qu'ils crèvent en silence."

"Pas de droit de réserve, mais le droit de s'en foutre"

"Les 20 licenciements, c'est la partie de l'iceberg que l'on peut voir. Mais si on étudie bien le dossier, on sait bien qu'à terme, c'est la suppression de Pyram dans le Cantal, explique Éric Debuire. Aujourd'hui, on nous dit qu'on met des mesures en place comme, par exemple, une direction des ressources humaines. Mais une DRH n'a jamais de politique commerciale, elle fait de la gestion de personnel. Selon lui, "ce qui pêche actuellement, c'est la qualité. Pour dix colis envoyés, six reviennent. Supprimer trois postes sur quatre dans ce service, c'est incompréhensible". Les syndicats pointent alors du doigt les élus. "Nos politiques, ils sont où ? Vingt familles vont disparaître. Ils ne bougent pas, on ne les entend pas. Alors on laisse faire, on laisse crever le Cantal ? Il n'y a pas de droit de réserve que l'on sache, mais visiblement le droit de s'en foutre."

Alors, les syndicats vont "faire le boulot" et "mobiliser le plus grand nombre" pour empêcher les suppressions. Tracts et pétitions sont à venir.

J.-M. AUTHIÉ

(1) Cabinet de redressement en charge de Pyram depuis février 2016.